

# Volet des priorités de l'identité numérique Conseils mixtes

Le 25 septembre 2019

Sophia Howse, C.-B.  
Alexandre Bourque, SCT

# Conseils mixtes – Feuille de route de l'identité numérique

---



POLITIQUE ET GOUVERNANCE



CADRE DE CONFIANCE PANCANADIEN



PROJETS PILOTES ET LANCEMENTS PUBLICS



COMMUNICATIONS ET COLLABORATION



TECHNOLOGIE



# Objectif

---

- En février 2019, les Conseils mixtes ont approuvé des fonds pour élaborer des recommandations sur le futur cadre de gouvernance des identités numériques au Canada.
- La tâche consistait à présenter des recommandations aux Conseils mixtes aujourd'hui.

# Questions principales

---

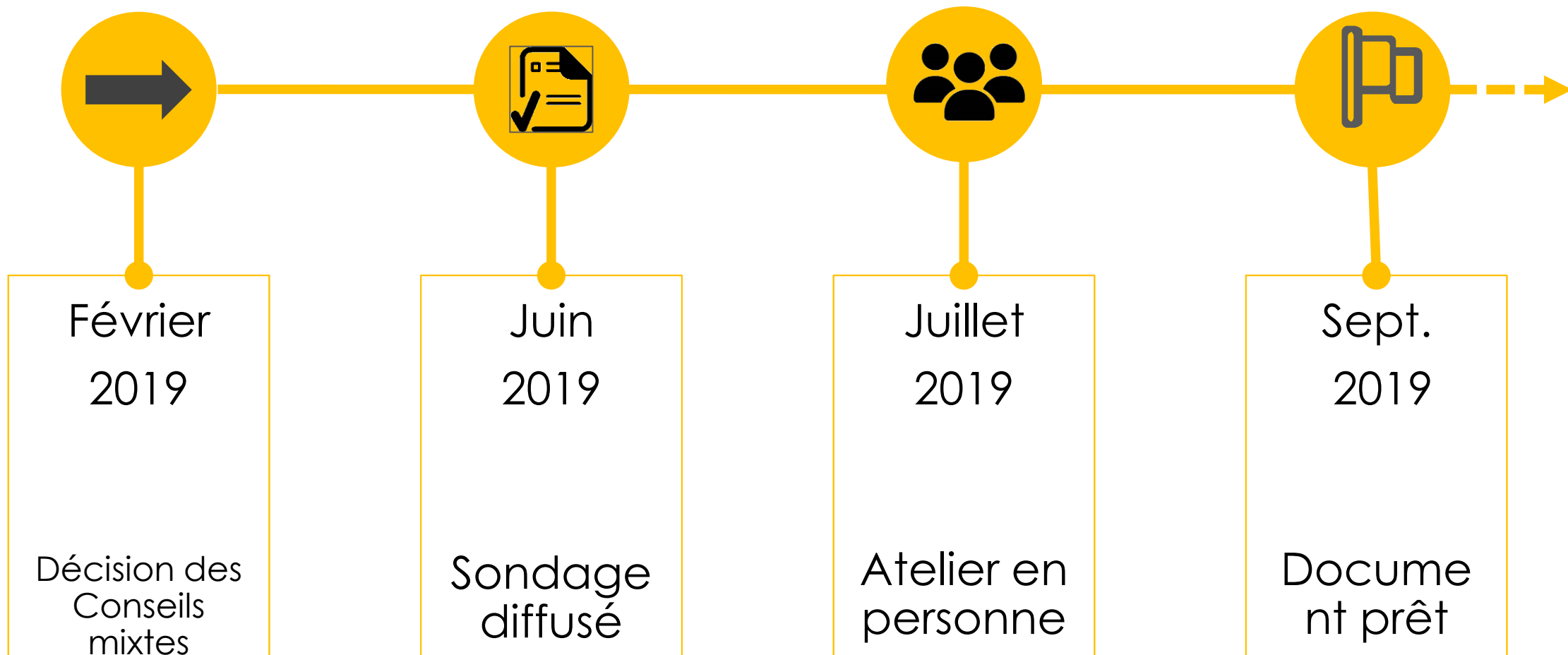
**QU'EST-CE QUI doit  
être gouverné?**

**COMMENT devraient-ils  
faire l'objet de  
gouvernance?**

**QUI devrait  
gouverner?**

- 1 Indiquez les éléments de l'environnement de l'identité numérique (IN) qui nécessitent une surveillance et une gouvernance
- 2 Pour ce qui est des éléments qui exigent une gouvernance, indiquez comment ils doivent être gouvernés.
- 3 Déterminez qui est responsable, qui devrait être chargé de la gouvernance. Indiquez les organismes de surveillance existants ou nouveaux (publics, privés, mixtes, indépendants).

# Approche



# Sondage : 26 réponses

## Gouvernement fédéral

- SCT
- CRR
- ISDE
- EDSC
- ARC
- Services publics et Approvisionnement Canada
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

## Provinces et territoires

- Ontario \* 2
- Nouvelle-Écosse
- Colombie-Britannique
- Nouveau-Brunswick
- Alberta
- Territoires du Nord-Ouest
- Saskatchewan
- Québec
- Terre-Neuve-et-Labrador

## Secteur privé

- CIANC
- Price Waterhouse Coopers
- Biometric Signature ID
- 2Keys
- Vancouver City Savings Credit Union (Vancity)
- Manulife
- Interac

## Autre

- ORDEC – C.-B.
- Inforoute Santé du Canada

# Sondage

---

- Le sondage a été largement diffusé aux organismes publics et privés
  - conçu délibérément autour de questions ouvertes
  - réponses réfléchies et approfondies, fournissant une riche source de documentation pour l'atelier en personne
  - analyse et synthèse des principaux thèmes et options; pas de rapport mathématique sur les constatations
  - rapport sommaire et détaillé communiqué à tous les participants à l'atelier

# Qu'est-ce qui devrait être gouverné?

## 8 domaines relevés

### 1. Définition des règles d'intégration

#### **Normes et critères de conformité généraux**

normes et critères de base pour les identités numériques canadiennes

#### **Protection des renseignements personnels, avis et consentement**

autorisation pour recueillir et communiquer des données, et tenir des registres sur celles-ci

#### **Gestion et protection des données**

collecte, compilation, regroupement, stockage et conservation

### 2. Reconnaissance des entités de confiance

#### **Être un diffuseur, un fournisseur de réseau ou un fournisseur de services**

comment les organisations sont reconnues comme des entités fiables

### 3. Gouvernance des processus opérationnels

#### **Créer une identité numérique**

délivrance, inscription et égalité d'accès pour tous

#### **Utiliser une identité numérique**

authentification, autorisation, échange d'attributs, diffusion

#### **Gérer des identités numériques**

gestion du cycle de vie de l'identité numérique, des plaintes et de la révocation

#### **Utilisations abusives et atteintes à la protection des renseignements**

avis, mesures correctives et sanctions



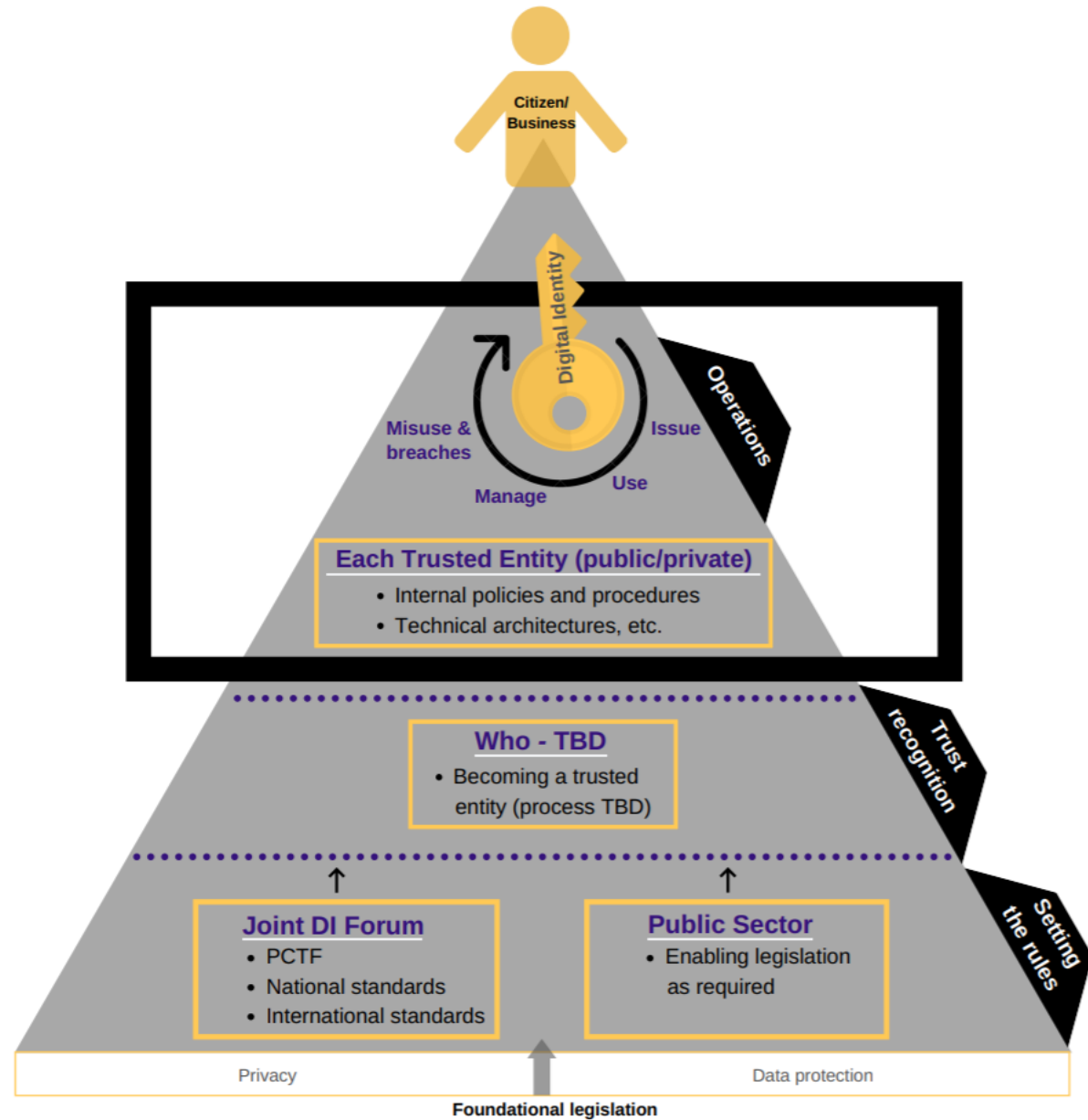
# Principes de conception du cadre

---

*Le cadre de gouvernance doit...*

- suffir à préserver l'intégrité des identités numériques.
- être une coalition des partenaires consentants faisant autorité sur ceux qui l'adoptent.
- mettre à profit les cadres existants en vue de permettre une véritable interopérabilité.
- veiller à ce que les particuliers aient le contrôle de leurs propres données, dans les limites de la loi.
- permettre aux fournisseurs de services de choisir à qui ils font confiance.
- être capable d'évoluer et de s'adapter.
- utiliser des mesures incitatives claires pour influencer le comportement des utilisateurs.

# Le cadre de gouvernance



# Sommaire des principales responsabilités recommandées

## Secteur public

- Aucune modification à la responsabilité pour les lois en matière de protection des renseignements personnels et de sécurité
- Toute loi habilitante requise pour permettre aux administrations d'émettre des identités numériques
- Les ORDEC et IRCC continuent d'émettre les identités fondamentales.
- Décisions relatives aux politiques internes, à la conception des programmes, à la technologie et à l'architecture

## Public et privé

- Cadre de confiance pancanadien et autres normes requises
- Obstacles législatifs.
- Interprétation des lois et des politiques.
- Registre central des entités de confiance.
- Centre de gestion du changement et des communications
- Liaison pour les normes internationales.
- Plaintes acheminées

## Secteur privé

- Décisions relatives aux politiques internes, à la conception des programmes, à la technologie et à l'architecture

À déterminer : Responsabilisation et processus de reconnaissance des entités de confiance.

Recommandé : Forum mixte discute et retourne aux Conseils mixtes pour décision

# Recommandations de structure

---

- Forum mixte public-privé sur l'identité numérique : Un Conseil de l'identification et de l'authentification numériques du Canada (DIACC) actualisé
  - Réviser la structure des coûts pour veiller à ce qu'il n'y ait aucun obstacle financier à la participation et que toutes les administrations soient capables d'y participer
  - Les représentants du secteur public doivent aussi représenter le ORDEC et les responsables du permis de conduire
- Responsable de l'identité numérique du secteur public de chaque administration : Une nouvelle orientation juridictionnelle
  - Un responsable désigné dans chaque administration ayant le pouvoir de représenter l'administration sur l'identité numérique
    - entreprendre un examen des politiques et des lois pour comprendre comment l'administration peut devenir un émetteur d'ID numérique
    - être en mesure de représenter l'administration avec la confiance de la haute direction des administrations
    - responsable de la consultation et de l'intégration des points de vue du registraire juridictionnel et des organismes des statistiques de l'état civil
    - capables d'aborder des sujets comme les modèles d'exécution de programmes, les modèles de prestation de services, leur habilitation dans les lois, les politiques et la logistique
- Forum du secteur public : Un Sous-comité de gestion de l'identité (SCGI) recadré
  - Révision de sa portée pour s'harmoniser avec le rôle du forum mixte
  - Mettre l'accent sur les défis liés à l'état de préparation de l'administration et à la capacité d'être un émetteur d'identités numériques
  - Reconstitué avec les responsables de l'identité numérique en tant que membres

# Autres recommandations

---

- Identités juridiques
  - Les ORDEC et IRCC continuent de délivrer des certificats de naissance et des documents d'immigration numériques et s'assurent que chaque personne n'a qu'une seule identité
- Évaluation réalisée par les administrations sur leur état de préparation quant à l'émission d'identités numériques
  - Chaque administration procède à une évaluation de son état de préparation pour émettre des identités numériques et comprend un examen législatif pour déterminer la nécessité des modifications
- Institut des services axés sur les citoyens
  - L'ISAC devrait être chargé de mener des discussions avec le DIACC et de négocier les modifications à la structure des droits d'adhésion du DIACC qui doit être modifiée afin d'assurer l'accès facile à toutes les administrations
- Déclaration des Conseils mixtes sur l'identité numérique
  - La Déclaration des Conseils mixtes doit être examinée et mise à jour à la lumière de ces progrès.
- Poursuite des ateliers en personne à ce niveau
  - Un atelier en personne mixte sera organisé tous les trimestres.

# Sondage sur la préparation numérique pour éclairer les recommandations

---

- Le sondage a été diffusé aux membres des conseils mixtes.
- Des réponses ont été reçues de 23 administrations (8 fédérales, 11 provinciales/territoriales, et 4 municipalités).

## *Six composantes évaluées :*

1. Stratégie numérique claire et cohérente
2. Concentration sur les utilisateurs et mobilisation des clients
3. Culture d'innovation et de collaboration
4. Perfectionnement de l'effectif
5. Stratégie d'approvisionnement en matière d'investissement
6. Évaluation du rendement

## *Définitions :*

**Maturation** – le programme est établi et la présence est stable.

**Renforcement** – une certaine capacité est en place, mais on s'attend au renforcement.

**Tôt** – en cours d'élaboration avec la capacité de démarrage. Les capacités sont en cours.

# Préparation numérique pour faire progresser l'identité numérique

## Résultats de l'état de préparation des administrations en 2019

---

- **Les provinces et les territoires ont la maturité la plus élevée dans le domaine du gouvernement numérique**, suivis des administrations fédérales, puis des municipalités.
- Une indication générale que les **administrations ont une plus grande connaissance du gouvernement numérique et une meilleure compréhension de la préparation numérique aujourd'hui qu'en 2016**.
- **La culture, le manque de ressources, le rythme de la technologie et l'absence d'autorité ou de mandat clairs** ont été indiqués comme les **principaux risques** de la transformation numérique.
- **L'intégration horizontale, la gouvernance, les lois habilitantes et l'approvisionnement agile** ont été indiqués comme les **principales considérations futures** de la transformation numérique.

# Préparation numérique pour faire progresser l'identité numérique

## Conséquences

---

- **Une collaboration accrue entre toutes les administrations est nécessaire** pour mieux comprendre le gouvernement numérique et **combler l'écart entre les administrations en matière de préparation numérique.**
- **Les administrations fédérales et provinciales montrent une plus grande maturité en matière** de stratégie, d'innovation et de collaboration, de perfectionnement de l'effectif, et d'investissement numérique, **ce qui met en évidence les capacités des ressources pour faire progresser le Cadre de gouvernance de l'ID numérique.**
- **Un fort consensus est que la gouvernance est une considération essentielle pour faire progresser** le gouvernement numérique, y compris **l'identité numérique.** Cela souligne de nouveau la **nécessité d'un Cadre de gouvernance de l'ID numérique pour le Canada.**



# Prochaines étapes

---

- Approuver le cadre de gouvernance recommandé
- Immédiatement
  - Demander à l'ISAC de négocier avec le DIACC en vue de mettre sur pied un forum mixte sans obstacle
  - Encourager chaque administration à nommer un responsable désigné de l'identité numérique (1 mois)
  - Demander aux ORDEC et à IRCC d'entreprendre des travaux afin de délivrer des identités numériques fondamentales
  - Les coresponsables directs de l'identité numérique organiseront un atelier en personne avec les responsables de l'identité numérique pour élaborer un plan de mise en œuvre et appuyer les évaluations, afin d'en rendre compte à la réunion en personne des conseils mixtes en février
- Lorsque les responsables de l'identité numérique sont désignés
  - Encourager chaque administration à effectuer des évaluations de l'état de préparation
- Lorsque les responsables de l'identité numérique et le DIACC recadré sont en place
  - Les coprésidents directs du SCGI et les coresponsables de priorité de l'identité numérique mettront à jour le mandat du SCGI



Des questions?

Merci!